

L'UNIVERSITE AFRICAINE : FACTEUR DE DIVISION SOCIALE ET DE DEPENDANCE ECONOMIQUE

PAR

*BENOIT VERILAEGEN**

I Introduction

Le but de cette contribution est de montrer que les universités africaines n'ont pas jusqu'à présent répondu aux espoirs mis en elles au moment des indépendances des années soixante. Au lieu de constituer le moteur de l'intégration nationale par l'élaboration d'une culture et d'une idéologie communes, elles sont devenues le lieu où se forme la bourgeoisie nationale et se divise la société ; au lieu d'achever l'indépendance politique par le développement de l'économie nationale, d'une technologie appropriée, d'une culture spécifique, l'université africaine est devenue un des plus puissants moyens utilisés par l'impérialisme mondial pour justifier et organiser la dépendance et l'exploitation des peuples africains (1).

Ce bilan négatif paraîtrait à certains unilatéral, car il ne fait aucune place aux apports positifs indéniables des universités africains : embryonnaires ou inexistantes avant 1960, la plupart ont pu décupler et même centupler leurs effectifs ; elles ont fourni aux états et aux services publics un corps de fonctionnaires qualifiés qui a permis de couper un lien trop visible avec les anciennes métropoles ; elles ont été également un lien de rencontres inter-africaines particulièrement fécond et ont contribué beaucoup plus efficacement que les organisations spécifiques, à jeter les fondements de l'unité africaine.

Il ne rentre pas dans notre propos de peser les mérites et les reproches pour dégager un solde négatif ou positif, mais de démontrer que la croissance même de l'université africaine et les fonctions positives qu'elle a remplies, sont liées dialectiquement à l'aggravation de la dépendance extérieure. Celle-ci n'est pas un avatar du développement universitaire ou une erreur stratégique qu'on aurait pu éviter, elle en est la conséquence nécessaire.

Mais sans doute, faudrait-il situer le phénomène universitaire dans un contexte plus vaste et montrer comment il est seulement l'application d'une loi générale que j'énoncerais sommairement comme suit : A l'intérieur du mode de production capitaliste, tout procès de développement, qu'il soit global ou partiel, implique d'abord l'accroissement de l'exploitation et de la dépendance d'un groupe par un

*Professeur à l'Université Nationale du Zaïre et Directeur du CEDAF.

Ce papier a été présenté à la Conférence du CIAF tenue à Kinshasa du 21-16 Décembre 1978.

autre. Dans le plan impérialiste actuel du déploiement capitaliste, l'exploitation et la dépendance se situent d'abord au niveau des économies globales opposant les économies développées du centre à celles de la périphérie, et ensuite au niveau des classes sociales.

Avant d'entamer la démonstration de la thèse selon laquelle l'université est devenue un des chaînons les plus solides de la nouvelle dépendance de l'Afrique à l'égard de l'impérialisme mondial, il importe de préciser les limites de cette contribution. La première est qu'il s'agit du résultat d'une observation de l'université au Zaïre. Le Zaïre est-il représentatif des autres pays africains ou seulement d'une catégorie d'entre eux ? Nous pensons que, même si l'histoire du Zaïre semble marquée dès le début par un certain paroxysme, les grandes lignes de son évolution ressemblent à celle des autres pays africains et en ce cas il offrirait par son exagération même, un modèle permettant de mieux comprendre les autres situations.

La deuxième limite est relative à l'imprécision des concepts utilisés, empruntés à la sociologie matérialiste occidentale, il aurait fallu les adapter et les redéfinir. Nous songeons par exemple au concepts centraux de classe sociale et d'impérialisme. Mais, ceci serait impossible dans les limites de cet exposé et nous suggérons de ne pas sacrifier à un purisme théorique ou à un dogmatisme qui ne ferait porter la critique que sur l'adéquation des concepts.

Une troisième limite concerne la durée de validité de notre analyse. Au Zaïre, l'université a atteint depuis 2 ans déjà le point à partir duquel elle représente un danger potentiel pour la bourgeoisie universitaire installée. Sa croissance apparaît de plus en plus comme une menace directe pour la classe dirigeante. Celle-ci s'efforcera dès lors d'en contrôler l'accès et le fonctionnement. Or, notre observation porte plutôt sur la période précédente pendant laquelle le problème essentiel de la bourgeoisie du diplôme était de s'amalgamer ou d'évincer les éléments de la première classe dirigeante née de l'indépendance.

Il est donc possible que l'université africaine constitue dans les prochaines années à partir des contradictions qu'elle engendre, une force décisive de changement social, mais il est encore trop tôt pour le dire et nous écartons cette éventualité du champ de notre analyse.

On peut étudier les relations entre l'université et la société de deux manières radicalement différentes. La première approche est fonctionnaliste. Elle consiste à se demander si et comment l'université remplit les fonctions soit culturelles, soit économiques, soit scientifiques qui lui sont assignées : est-elle un foyer de conservation, d'élaboration et de diffusion des connaissances et des valeurs et de quelles valeurs ? Joue-t-elle son rôle dans le processus de modernisation ? Répond-elle aux besoins de l'économie et de l'administration en cadre compétents ? Ces questions qui méritent certes d'être posées à un certain niveau de l'analyse, ne nous paraissent pas déterminantes en dernière instance.

Notre approche sera dialectique. Elle situe l'université dans l'ensemble d'un système social dominé par le mode de production capitaliste impérialiste et constate que l'université - comme beaucoup d'autres institutions nationales - est le lieu de pouvoirs actuels et futurs et donc l'enjeu de compétition, de contradictions et de conflits. Où est le pouvoir de l'Université ?

Au profit de quels intérêts fonctionne l'institution ? Quelle force sociale produit-elle et qui produit l'université ? La dialectique matérialiste considère que les classes constituent la structure sociale la plus importante ; quel est le rôle de l'université dans la lutte des classes et cela dans le contexte très précis du sous-développement économique, de l'indépendance politique et de l'impérialisme actuel ?

En posant la question des classes sous cette forme, nous indiquons évidemment les choix méthodologiques que nous avons faits.

Nous allons analyser l'Université d'abord comme institution culturelle et, ensuite, comme foyer produisant la nouvelle classe gouvernante du pays. Le concept d'impérialisme technologique nous permettra de fondre ces deux approches sur les mêmes conditions objectives.

2. L'Université en tant qu'Institution Scientifique et Culturelle

Les décolonisations politiques des années soixante ont marqué la fin du système de domination coloniale. Il restait aux nouveaux états trois objectifs essentiels à atteindre : sur le plan politique, le maintien de la cohésion nationale et l'intégration progressive des différentes ethnies et régions au sein d'une communauté politique consciente ; sur le plan économique un développement auto-centré libéré des entraves de l'exploitation coloniale et sur le plan culturel, une décolonisation en profondeur des mentalités, des systèmes de références et des échelles de valeurs. Dans ces trois domaines, le rôle de l'université paraissait capital. Du brassage des ethnies et des particularismes traditionnels au sein de l'enseignement universitaire, on attendait la formation d'une élite détribalisée et ouverte sur l'ensemble de la communauté ; des institutions de recherches universitaires on pouvait espérer qu'elles définiraient les normes et la stratégie, et fourniraient les cadres d'une émancipation économique réelle ; enfin, on comptait sur les professeurs et les savants africains pour jeter les bases d'une décolonisation culturelle qui associerait la tradition aux exigences de la modernité.

Des moyens furent mis à la disposition des universités et celles-ci connurent une croissance spectaculaire multipliant, dans le cas du Zaïre en 15 ans, par 1000 le nombre des diplômés et par 100 celui des étudiants. Mais, par ailleurs, les espoirs mis dans les Universités furent déçus. L'unité nationale fut maintenue, mais plus par la force des armes que par les convictions idéologiques de l'élite universitaire. Au lieu d'un développement économique auto-centré et orienté vers le bien-être de la masse, le mouvement s'est fait à l'inverse au point qu'on peut parler pour certains pays d'un véritable mouvement de contre-développement dans lequel les structures économiques mises en place forment un obstacle au développement. Enfin, sur le plan culturel, jamais la dépendance ne fut plus forte à l'égard de l'étranger, de son langage, de ses méthodes, de son échelle des valeurs, de ses experts, même si les véhicules de la dépendance ont changé et sont devenus moins visibles et si les cartes de la domination ont été redistribuées entre les métropoles du centre.

L'université africaine ne fut pas seulement défaillante dans ces trois domaines ; nous pensons qu'elle est devenue un rouage actif et essentiel du processus de contre-développement et de dépendance extérieure et que sa responsabilité est directement engagée. C'est d'ailleurs au moment où les universitaires sont devenus politiquement importants et ont occupé les principaux rouages de l'Etat, que le

processus de contre-développement s'est accéléré et que la recolonisation économique a revêtu ce caractère extrême, presque ubuesque qu'elle a aujourd'hui dans certains pays.

Nous verrons par après que l'Université et les universitaires ne constituent qu'un maillon de la chaîne de la dépendance forgée par le nouvel impérialisme ; mais précisons rapidement que les principaux griefs adressés aux universités africaines par ceux qui en escomptaient libération et développement :

- 1.- L'Université a failli à sa fonction scientifique ; malgré la formation de haut niveau et la compétence reconnue des professeurs et chercheurs africains, malgré les moyens mis à leur disposition ; il faut constater - au Zaïre tout au moins - que la recherche y est soit inexistante, soit stérile pour la communauté (2).
- 2.- L'université a contribué à propager et à justifier les normes d'une croissance économique « à l'occidentale », c'est-à-dire fondée sur l'utilisation d'une technologie à la fois lourde, coûteuse et sophistiquée, en même temps qu'elle acclimatait le système capitaliste et ses corrolaires sociaux et culturels et un modèle de consommation.
Cette croissance économique « à l'occidentale » a eu trois conséquences négatives sur le développement du pays : elle a discrédité, ébranlé et parfois détruit les systèmes de production anciens, ainsi que les institutions sociales et culturelles qui étaient sous-jacentes, sans mettre en place des substituts valables ; elle a implanté des structures économiques qui ne peuvent donner que l'illusion du développement, par exemple un aéroport sans trafic aérien, une centrale électrique sans consommateurs, etc., ou même conduire à un contre-développement ; enfin cette croissance économique réalisée sous le contrôle vigilant des économies centrales, a accru la dépendance économique financière et technologique des pays africains.
- 3.- A l'égard des institutions politiques, les universitaires ont eu une attitude équivoque. Malgré la contestation étudiante - ou peut-être en partie à cause d'elle - les universitaires diplômés et l'institution universitaire dans la mesure où celle-ci était passée sous leur contrôle, devinrent de plus en plus les alliés objectifs des pouvoirs militaires et contribuèrent ainsi à la suppression de la vie politique. La complémentarité des intérêts entre universitaires et militaires était fondée sur deux facteurs : les pouvoirs militaires favorisèrent l'accession des universitaires aux fonctions publiques au détriment des premières élites politiques qui avaient repris le pouvoir administratif et politique des mains du colonisateur au moment de l'indépendance ; de leur côté les universitaires mirent leur diplôme et le mythe de la science et de la connaissance rationnelle au service de la force et du pouvoir militaire. L'université et l'armée participent dans ces conditions du même système de pouvoir et sont objectivement solidaires. Dépendant étroitement des puissances du Centre pour leur encadrement, leur idéologie et leurs moyens de fonctionnement, elles sont devenues les plus sûrs garants de la dépendance.

- 4.- Le grief sur lequel le plus large assentiment peut sans doute être obtenu est paradoxal : la classe dirigeante actuelle formée au sein de la rationalité universitaire est directement responsable de l'implantation et du développement d'une structure socio-professionnelle et économique qui est devenue le principal obstacle au développement et même au simple fonctionnement d'un système orienté vers la production.

Contrairement à ce que les planifications naïfs et les experts internationaux escomptaient, l'université et les universitaires n'ont pas joué le rôle de propagateur de la rationalité et de la productivité économique de l'Occident. Ayant d'autres préoccupations que d'assurer le fonctionnement d'un système économique qui leur est étranger et de fournir des cadres efficaces aux services publics, ils ont implanté une structure d'emploi sans relations directes avec l'activité économique réelle de production, mais parfaitement efficace en soi pour absorber et rémunérer jusqu'à présent n'importe quel universitaire, quelles que soient sa discipline et sa compétence.

Dans cette organisation du Travail en trompe l'oeil, la fonction attribuée et rétribuée, l'activité reconnue n'a pratiquement aucune incidence positive ni sur la production des biens, ni sur celle des services utiles. Par contre, elle a bien sa place dans un système de clientélisme parasitaire où chaque titulaire d'un pouvoir est obligé d'en redistribuer des parcelles à ses parents et alliés possibles, à la fois pour satisfaire aux exigences de la solidarité traditionnelle de partage et pour être protégée contre la jalousie et la rivalité des autres groupes. Le choix de la clientèle, hélas, est souvent à l'inverse de sa compétence, car si le détenteur d'un pouvoir est obligé de coopter ses frères et alliés, il n'entend pas promouvoir d'éventuels rivaux, même à l'intérieur de son propre groupe d'affinités.

Un exemple illustre cette situation : la ville de Kisangani comptait en 1977 environ 650 universitaires zairois, dont 450 étaient employés en dehors de l'Université. Ce chiffre représente 10 fois l'effectif des universitaires occupés à Kisangani du temps colonial, alors que la ville connaissait un niveau d'activités économiques nettement plus élevé. Aujourd'hui, 20 % seulement de la population active est occupée régulièrement contre 85 % en 1958 et le niveau de la vie est tombé de l'indice 100 en 1958, à 17 en 1978. On aboutit au paradoxe suivant : bien loin d'être la condition essentielle d'un développement et d'un progrès social, un coefficient élevé d'universitaires nationaux devient l'indice même de la stagnation et de la dépendance.

On peut nuancer ce diagnostic et constater que le rôle joué par les universités au Nigéria et en Tanzanie ne fut pas aussi négatif à l'égard du développement, qu'au Zaïre ou au Dahomey, mais la situation est-elle fondamentalement différente ?

A cette faillite des universités africaines devant leurs tâches de libération et de développement, on peut d'abord chercher des explications partielles ou conjoncturelles :

- 1) - la croissance rapide des universités depuis l'indépendance les a contraint à rechercher des moyens extérieurs, tant financiers que techniques et humains, et les pays étrangers sollicités ont marchandé leur appui par une aggravation de la dépendance ;
- 2) - les impératifs de la gestion quotidienne d'institutions dominées par des problèmes de croissance, s'opposaient aux tentatives de changement structurels ,
- 3) - le modèle de pouvoir qui s'est imposé dans la plupart des nouveaux états africains était fondé sur une extrême centralisation et sur un respect absolu de l'autorité ; en contaminant toutes les institutions, y compris l'université, ce modèle a empêché la critique, l'imagination et la recherche de solutions adaptées et favorables au développement réel.

Ces explications sans doute exactes demeurent partielles et insuffisantes ; elles renvoient à une explication plus globale qui les comprendraient. Il faut donc se poser la question fondamentale : quelle est la nature même de l'institution universitaire et quelle est sa place dans le système économique lorsque celui-ci est dominé par le mode de production capitaliste et impérialiste ? La réponse est simple : avant d'être un lieu de savoir et de formation, sources d'une éventuelle libération, l'université est un lieu de pouvoir. Certes, elle l'est partout dans le monde et nous savons par exemple que le contrôle de l'université en tant que pouvoir politique fut un des enjeux principaux de la révolution culturelle en Chine et des mouvements de Mai 1968 en Europe. Mais la signification et l'importance politique de l'Université est beaucoup plus nette en Afrique pour deux raisons :

- 1) L'université est le principal relai de l'imperialisme technologique et culturel. Le contrôle de la formation et de la recherche universitaire permet le contrôle de la croissance économique ;
- 2) L'université est le lieu où se constitue la bourgeoisie du diplôme dont le rôle politique et économique devient de plus en plus prépondérant au détriment de la première classe dirigeante autodidacte et de la bourgeoisie d'origine économique. Ces deux raisons sont explicitées dans les sections suivantes.

3. Le Nouvel Impérialisme Technologique

Nous avons évoqué à plusieurs reprises le concept d'impérialisme en relation avec l'Université et les universitaires. De quel impérialisme s'agit-il ? Qu'est-ce que l'impérialisme technologique ?

La réponse à cette question part de la constatation assez généralement admise que le capitalisme a dû modifier profondément sa stratégie à l'égard des économies de la périphérie depuis que les liens politiques de la colonisation ont été brisés et que les petites bourgeoisies nationales ont pris le relais du colonisateur. (3)

Le capital, du temps colonial, pouvait compter sur l'appui inconditionnel de l'Etat pour exploiter les richesses et les travailleurs des pays colonisés. L'Etat, créé de toutes pièces par le colonisateur, n'avait pas d'autres raisons d'être que de servir ses intérêts. Avec l'indépendance, cette complicité inconditionnelle a disparu et les sources anciennes du profit capitaliste se sont taries ou sont devenues aléatoires. Les risques monétaires (inflation et dévaluation) et les accidents politiques (troubles et nationalisations) menacent le rendement à long terme du capital étranger. L'exploitation directe du paysan et du travailleur est rendue difficile. Ce sont les nouveaux appareils d'Etat et les bourgeoisies nationales qui ont pris le contrôle - du moins en première instance - des ressources et des forces productives nationales. Dès lors, c'est sur eux et sur elles que se portent les efforts du capitalisme étranger. L'exploitation des forces productives nationales passe par leur médiation. Ce n'est plus la pacotille ou les produits de traite vendus aux paysans et aux travailleurs, qui constituent la source des profits commerciaux de l'impérialisme, mais ce que demande la nouvelle clientèle :

- la bourgeoisie nationale quand elle ne place pas son capital à l'étranger, achète les produits de consommation de luxe et les gadgets technologiques que lui permettent ses hauts revenus et que lui désignent les schémas culturels appris à l'université occidentale.
- les nouveaux appareils Etats qui contrôlent directement et souverainement une proportion croissante du Revenu national, achètent de l'équipement technologique et des armes sophistiquées.

La demande de technologie et d'armement possède deux qualités essentielles pour le vendeur capitaliste : elle produit un profit immédiat à l'abri des risques politiques et économiques, et elle possède un effet d'entraînement et de multiplicateur qui pousse à un accroissement illimité de la consommation. Les transactions technologiques peuvent être représentées par des biens ou des services, des usines clés sur porte ou des experts, des brevets, des plans de développement ou des pièces de rechange, elles possèdent deux caractéristiques communes :

- 1/ Le profit se prend au moment de la vente, avant la production et indépendamment du rendement; et il est d'autant plus élevé que la technologie est complexe, coûteuse, fragile et inadaptée aux besoins du développement réel et aux conditions de la société.
- 2/ Les transactions technologiques bien loin de satisfaire une demande, de combler un besoin, de fonder un développement, créent de nouveaux besoins technologiques selon un cercle vicieux. Une comparaison vient à l'esprit : celle du marché de la drogue. Le marchand de drogue fera des cadeaux à ses futurs clients - dans les transactions technologiques c'est le rôle de la coopération et des prêts financiers - jusqu'au moment où l'accoutumance et l'intoxication lui livreront une clientèle esclave de besoins illimités.

L'histoire économique récente du Zaïre offre de nombreux exemples de telles transactions technologiques qui ont pour conséquence ce que l'on peut appeler le contre-développement. Je songe à la construction de la ligne Inga-Shaba, à la

sidérurgie de Maluku, à la construction du World Trade Center et de la Voix du Zaïre à Kinshasa, aux installations de Télévision et de télécommunications, à la centrale thermique de Kisangani et au nouvel aéroport, etc..

L'impérialisme technologique ne peut fonctionner qu'à trois conditions, dont deux dépendent étroitement de l'université :

- 1/ Les capitaux nécessaires aux investissements technologiques doivent échapper aux impératifs d'une rentabilité normale. Ils proviennent soit de l'Etat périphérique lui-même en vertu des impératifs de l'économie mixte, soit de sources garanties par les pouvoirs publics des économies centrales qui soutiennent ainsi leurs entreprises privilégiées, soit de la coopération internationale.
- 2/ Il implique la complicité et la participation de la fraction technicienne de la Bourgeoisie Nationale dont une partie des revenus dépend du coefficient de corruption qu'elle peut prélever sur les transactions technologiques.
- 3/ La mystification technologique à la base de ces investissements suicidaires à moyen terme doit être rationalisée, organisée et rendue acceptable par un système de dépendance extérieure de type culturel.

L'université africaine permet la réalisation de ces deux dernières conditions. Elle fournit à l'impérialisme ses auxiliaires et ses cadres locaux et par son enseignement, ses recherches et ses publications, elle légitime le système de dépendance technologique.

4. Les universités et la classe dirigeante.

L'enseignement universitaire fut longtemps en Europe un instrument efficace de reproduction et de consolidation de la classe dominante qui trouvait ailleurs - dans la naissance ou la fortune - les fondements réels de son pouvoir. Aujourd'hui la science, ou plus simplement la détention supposée d'une connaissance scientifique, devient une condition requise pour entrer dans la classe de ceux qui gèrent l'économie, gouvernent les autres et tirent tout le profit possible du travail productif.

Si ce phénomène est devenu assez général dans le monde quel que soit le régime économique, il est particulièrement virulent dans des sociétés où l'instruction et le diplôme représentent les instruments essentiels et presque uniques de la promotion sociale. C'est le cas de la plupart des pays d'Afrique Centrale et du Zaïre. Les élites politiques autodidactes apparues à la fin des années cinquante au moment de la lutte pour l'indépendance nationale, sont en voie de disparitions ; quant à la bourgeoisie économique dans des pays comme le Zaïre, elle est en formation depuis 30 ans sans être sortie de sa position marginale - ou supplétive - tant à l'égard du pouvoir politique que des intérêts étrangers.

C'est le recours au diplôme universitaire qui constitue à tous les échelons de la société la porte d'entrée dans la classe supérieure. Malgré le nombre de plus en plus grand d'universitaires qui appartiennent à la classe dirigeante on ne peut pas conclure que celle-ci se confond avec eux et qu'on peut parler des universitaires comme d'une classe sociale en soi. Plusieurs facteurs s'opposent à cette assimilation simpliste et tout d'abord le fait que dans la plupart des pays ce sont des

régimes militaires qui ont permis aux universitaires d'accéder en grand nombre aux fonctions dirigeantes. Dans ce cas le fondement réel du pouvoir de la classe dirigeante n'est pas la compétence, ni même le diplôme, mais le contrôle de la force. En second lieu, il faut remarquer que les universitaires sont loin de former une catégorie homogène ; les différences ethniques et régionales, bien loin d'avoir été réduites au cours de l'enseignement, sont exacerbées au moment de l'entrée en fonction des diplômés. Les mérites scientifiques ne sont pas suffisants pour accéder au pouvoir. Il faut pouvoir compter sur des appuis politiques et ceux-ci sont déterminés largement par les filiations ethniques et régionales. Le nombre croissant de diplômés universitaires provoque une compétition et une stratification de plus en plus nette parmi eux sans parler du chômage également croissant d'une partie d'entre eux.

Si le diplôme seul ne donne plus accès automatiquement à une position économique privilégiée ou à une parcelle importante de pouvoir politique, il n'en demeure pas moins la source d'un clivage fondamental dans la société : les non-diplômés doivent bénéficier d'appuis politiques exceptionnels, réservés au petit nombre des protégés du pouvoir, pour accéder à une position enviable. Outre que cette éventualité est a priori exclue pour la plupart, les avantages immédiats considérables que les privilégiés peuvent en retirer, ne compensent pas la précarité de leur situation. Ils savent que le moindre changement politique risque de leur faire tout perdre : leur position et la richesse accumulée. Seul le diplôme universitaire permet de combiner avec un maximum de garanties les avantages parfois exorbitants du clientélisme avec la stabilité du statut professionnel.

Même lorsque le diplôme n'accède pas rapidement à une position en rapport avec les études faites, il sait qu'il fait partie de la réserve des candidats dans laquelle le pouvoir - celui en place ou un nouveau - puisera nécessairement un jour.

En attendant, il prendra patience en se contentant de l'incontestable supériorité morale que lui procure son statut d'universitaire, un peu comme en Europe les fils de l'aristocratie ruinée se satisfont du prestige de leur nom et de leur titre tout en gardant l'espoir qu'une mésalliance un jour redorera leur blason.

Le diplôme universitaire - faut-il le préciser - ne donne que rarement accès aux responsabilités dans l'activité productive ; celle-ci est la classe gardée - et d'ailleurs peu convoitée - des étrangers.

Si l'on doit diviser la nation en 2 catégories : les classes productives, paysans et travailleurs, d'un côté, et les classes non productives de l'autre, l'universitaire se situe généralement dans la seconde ; les services qu'il dispense sont économiquement stériles. La fonction effective de son diplôme est de lui permettre de participer au partage du profit social et non de prendre part à la production. Comme la plus grande partie du profit social - du moins celui qui n'est pas exporté - est collectée ou contrôlée d'une manière ou l'autre par l'Etat, c'est la position du diplômé dans l'appareil d'Etat qui détermine la part plus ou moins grande du profit dont il peut s'accaparer. Que les avantages obtenus soient liés officiellement à l'exercice même de la profession, ou que celle-ci ne soit que la condition pour accéder

à un profit illicite, c'est de l'Etat et du pouvoir que le diplômé doit attendre les avantages escomptés de son diplôme. Ce qui explique entre autres l'étonnante docilité dont il fait preuve durant ses études et après, car il sait que sa position dans l'appareil d'Etat ne sera pas le fruit de sa compétence ou de sa conscience professionnelle, mais de critères politiques.

Il est évident que la multiplication des diplômés menace à la longue cette situation tant sur le plan des débouchés réels et du profit social à répartir, que sur celui du prestige attaché au diplôme. Les prochaines années nous diront si la bourgeoisie du diplôme parviendra à écarter cette menace en restreignant l'accès à l'université ou si cette considération deviendra explosive comme elle le fut sur d'autres continents en Mai 1968.

On peut dès à présent faire remarquer que certains pays sont entrés dans une phase de contraction économique suite à la surexploitation des classes productives et au développement des classes stériles. Cela a entraîné la diminution du revenu national et une baisse de la rémunération réelle souvent en dessous du minimum tolérable. Le recours généralisé aux revenus illicites et aux cumuls stériles devient alors la seule manière de survivre socialement et pour certains physiquement. Ainsi s'instaure un système de répartition du revenu national dans lequel la plus grande part échappe aux circuits économiques normaux. Si à court terme cela donne un pouvoir quasi absolu à cette fraction de la classe dirigeante qui contrôle le fonctionnement des circuits illicites, à moyen terme cela ruine la base économique dont elle tire le profit social ce qui à son tour compromet le fondement de son pouvoir.

CONCLUSION

L'analyse des trois contradictions intérieures que nous venons de faire : entre classes productives et classes stériles, entre diplômés, entre privilégiés, ne doit pas faire oublier la contradiction majeure qui les sous-tend ; c'est-à-dire, la contradiction impérialiste qui oppose les économies du Centre à celles de la périphérie.

Nous ne voulons pas faire du Tiers-Mondisme et nier l'importance des divisions intérieures et des processus d'exploitation et d'oppression au sein des sociétés de la périphérie ; mais nous pensons avec SAMIR AMIN, BABACAR SINE, WALLERSTEIN et d'autres, que l'impérialisme surdétermine les autres contradictions. Il est, comme du temps colonial mais grâce à d'autres complicités, à la base de la sur-exploitation des classes productives africaines dont le niveau de vie est maintenu au minimum vital pour abaisser le prix des matières premières ; c'est l'impérialisme qui permet à la classe gouvernante, en faisant son partenaire économique privilégié, d'exercer un monopole politique absolu et de distribuer arbitrairement les privilèges et les parts du profit social, c'est l'impérialisme enfin qui contrôle toute la chaîne de la dépendance culturelle depuis l'apprentissage d'une langue étrangère sur les bancs de l'école primaire, jusqu'au diplôme final de doctorat made in USA.

On peut se demander si un universitaire est aliéné au moment initial où il renonce sur ces premiers bancs d'école à sa langue maternelle ou au moment final où il devient à son tour professeur d'idéologie occidentale, ou partenaire dans une transaction technologique impérialiste ; peu importe. Ce qu'il faut relever c'est qu'il s'agit d'un système parfaitement intégré dont l'université forme le pivot central et dont les chaînons vont du professeur coopérant étranger aux multinationales, en passant par les programmes d'études, les manuels scolaires, les concepts et théories scientifiques, les méthodes de recherches, les bourses d'études étrangères, les bureaux d'experts, les plans de développement et les organisations internationales. Derrière la langue d'enseignement, il y a un professeur étranger, derrière le professeur il y a le chercheur africain et sa bourse d'études, et lorsque le chercheur est devenu lui-même expert, professeur ou ministre, il est un rouage parfaitement intégré de la dépendance.

La dépendance culturelle dont l'université détient la clé, a remplacé dans les nouveaux états africains l'hégémonie politique coloniale et les conquêtes militaires. Elle est un instrument plus subtil, plus efficace et plus économique pour fonder l'impérialisme technologique.

On ne peut clôturer un bilan si pessimiste sans évoquer le future et l'espoir.

Mudimbe nous dit que c'est aux sources mêmes de l'angoisse qu'il faut chercher la sagesse (4). Notre angoisse, c'est l'université. S'il est exact comme j'ai essayé de le démontrer que l'université est devenue un maillon essentiel de la chaîne de la dépendance culturelle, technologique et économique, c'est sur elle que doit porter notre réflexion critique et c'est peut-être par elle que commencera la révolution radicale à laquelle nous sommes acculés.

J'ai formulé en annexe quelques propositions plus concrètes. Pour terminer sur un espoir dialectique, je cite un texte de BRECHT qui figure à la dernière page de l'ouvrage de ZIEGLER : *Mains basses sur l'Afrique* :

*« Quand ceux qui régnaient auront parlé ceux sur qui ils régnaient, parleront-ils donc ? JAMAIS ?
De qui dépend que l'oppression demeure ? De nous -
De qui dépend qu'elle soit brisée ? De nous » (5).*

ANNEXE

« Que faire »

Quelques propositions d'actions concrètes

Les propositions sont déterminées par deux constatations qui en fixent les limites et les possibilités.

La première constatation est empruntée à Samir AMIN et Immanuel WALLERSTEIN : les règles de l'économie capitaliste se sont imposées à l'échelle mondiale pour constituer une véritable économie impérialiste généralisée. Celle-ci contraint toutes les relations économiques internationales. On peut en conclure que la création (ou la multiplication) d'enclaves d'économie socialiste à la périphérie est dans la plupart des cas illusoire. Il faut donc mettre au point et appliquer des stratégies intermédiaires fondées sur des coalitions sociales et sur des objectifs spécifiques de court et moyen terme.

La deuxième constatation est relative à la diversité des formes et des évolutions politiques au sein des pays africains. Cette diversité dont l'éventail est encore en train de s'ouvrir, nous donne une indication sur le champ des politiques possibles à l'intérieur d'une économie mondiale dominée par l'impérialisme.

Les limites et les possibilités d'un projet politique étant posées, je ferai trois propositions dans des ordres de réalités différentes, mais dont l'application me paraît complémentaire et simultanée pour assurer le succès de chacune séparément.

1/ - Dans l'ordre *intellectuel et idéologique*, il faut donner une priorité absolue à toute réflexion et analyse critiques radicales, c'est-à-dire fondée sur une rupture avec le système de dépendance culturelle et idéologique actuelle. Nous avons besoin d'une autre université d'autres méthodes de recherches, d'autres thèses de doctorat, d'autres publications, d'un autre enseignement utilisant d'autres manuels, d'une autre pédagogie, etc... Il ne nous faudra pas tellement d'imagination pour les trouver ; partons de notre angoisse, de notre malheur, de l'injustice et de l'indignité qui nous assaillent de tous côtés, oublions en détruisant ce qu'on nous a appris : le positivisme stérile des sciences sociales américaines, le développement en trompe l'oeil des économistes libéraux, le cynisme individualiste des sciences dites exactes, l'hypocrite satisfaction des professions intellectuelles et des enseignants.

Il faut commencer, chacun dans sa sphère de pensée et d'action, par déchirer le voile idéologique que l'on a tissé autour de nous depuis l'école primaire jusqu'à la thèse de doctorat et apprendre à déchiffrer la réalité des rapports sociaux, économiques et culturels qui nous déterminent et nous emprisonnent.

C'est à ce prix que nous retrouverons notre liberté de penser et de vivre et notre pouvoir créateur à l'égard de la société qui nous entoure.

2/ - Dans l'ordre économique, la stratégie à adopter est encore plus simple : il faut faire exactement le contraire de ce qui a été fait et pour cela partir de l'équation que le développement actuel est synonyme de dépendance, de contre-développement et d'appauvrissement. Lorsque le profit est le point de départ et le terme de toute activité économique, il faut savoir que celle-ci se fera toujours à l'avantage du plus fort et renforcera encore sa position. La règle élémentaire de toute stratégie économique de développement est donc de restreindre au maximum les relations avec les économies du Centre et d'adopter un modèle de développement auto-centré.

3/ - Dans l'ordre *politique*, il importe de compenser la faiblesse de l'appareil économique et la situation de dépendance par la mobilisation et la conscientisation des masses. Un rappel historique peut nous guider : lors des luttes nationales d'indépendance, on a vu et on voit encore sur tous les continents et sous toutes les latitudes des communautés opprimées prendre conscience de leur situation, s'insurger contre le pouvoir oppresseur, se trouver des chefs habiles et des moyens de lutte, et remporter la victoire finale contre un adversaire dix ou cent fois plus fort au départ. Pourquoi ces mêmes peuples ne pourraient-ils engager la lutte pour l'indépendance économique et culturelle, et remporter une victoire qui sera autrement moins coûteuse que celle des luttes armées et autrement plus bénéfique pour tous ?.

Il est évident que ces trois stratégies sont complémentaires et que le succès de l'une dépend de l'application simultanée de l'autre ; mais il est tout aussi évident que ces stratégies ne peuvent être conçues que d'une manière dialectique et non volontariste.

Une stratégie conçue de manière dialectique prend appui sur une analyse des conditions objectives et des contradictions en cours et sur la mobilisation des forces sociales concernées par ces contradictions. L'inventaire et le repérage correct de ces conditions, de ces contradictions et des forces sociales intéressées au changement, me paraissent être la première tâche de tout intellectuel ici en Afrique.

NOTES

- (1) Par impérialisme, nous ne visons pas tel pays ou tel continent - sinon, nous aurions utilisé le pluriel - mais le phénomène général de domination et d'exploitation exercées par les économies développées du centre sur celles de la périphérie.
- (2) – Nous avons développé ailleurs cette affirmation et tenté une explication : *La Crise de la recherche zairoise : 1967/1977*, in B. Verhaegen, *L'Enseignement universitaire au Zaïre – De LOVANIUM à l'U.N.A.ZA.*, l'HARMATTAN – CRIDE-CEDAF, 1978.
- (3) On peut observer également – mais ce n'est pas l'objet principal de cette communication – que le capitalisme central a subi des profondes transformations internes depuis 20 ans. Le rôle des Etats en tant qu'agents économiques auxiliaires du capitalisme central est devenu beaucoup plus net, tandis que les modes de prise de profit et de conquête de marché sont devenus plus brutaux et plus corrompus.
- (4) ZAIRE-AFRIQUE, no. 128, Octobre 1978.
- (5) B. BRECHT, *Eloge de la dialectique*, Paris, l'Arche, 1966, p.67.

SUMMARY

In his article the author argues that up to now African Universities have not fulfilled the roles expected of them during the time of independence in the early sixties. Instead of constituting an agency of national integration by the elaboration of a common cultural and ideological basis, they have widely contributed to the development of national bourgeoisies thus accentuating social inequalities.

Instead of providing the theoretical basis for real economic and political independence the African University has become a strong instrument used by imperialism to organize and to justify the dependence and exploitation of African peoples.

Taking the example of University of Zambia the author shows that African Universities in general as scientific and cultural institutions failed to support the process of political as well as cultural and economic decolonization. Instead of new alternative concepts they have stuck to an occidental materialist ideology, thus perpetuating the traditional role of the University in Europe and North America; that is, granting social profits to those who managed to get university degree. Even if African University degrees don't constitute an immediate « billet d'entrée » to the ruling classes, the post-graduate knows - and has the feeling of moral superiority - that one day or another those who are or shall be in power will require his specific abilities.